

Budget fédéral 2024

Faits saillants et réactions

22 avril 2024

MUNISCOPE



Contents

Budget 2024 en bref.....	3
Référence.....	7
Réactions	8
Gouvernements provinciaux et territoriaux	8
Associations municipales	11
Municipalités.....	13
Organisations.....	15
Médias	19

Budget 2024 en bref

Le 16 avril 2024, la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, a déposé le Budget 2024 du Gouvernement du Canada intitulé *Une chance équitable pour chaque génération*. Selon le budget, le déficit fédéral devrait s'élever à 39,8 milliards de dollars en 2024-2025, à 38,9 milliards de dollars en 2025-2026, et diminuer au cours des trois années suivantes, pour atteindre 20 milliards de dollars d'ici 2028-2029.

Le budget estime les nouvelles dépenses totales à 52,9 milliards de dollars sur 5 ans, dont 8,5 milliards de dollars en nouvelles dépenses en matière d'habitation. Le Budget 2024 prévoit qu'en 2024-2025, le ratio dette/PIB sera de 41,9%, avant de diminuer à 39,0 % sur l'horizon de prévision de cinq ans. En dehors des annonces sur l'habitation, le nouvel élément le plus important du budget de mardi est une nouvelle source de revenus : une augmentation des impôts sur les gains en capital pour les particuliers ayant plus de 250 000 \$ de gains en capital au cours d'une année où le taux passera de moitié de 50% à 66%.

Infrastructure:

- FDCC/PICC en 2024-25, 8,3 milliards de dollars le financement fédéral qui sera versé à l'ensemble des programmes d'infrastructure gouvernementaux en 2024-2025. Le financement continuera de croître dans les prochaines années et culminera à 11,3 milliards de dollars en 2027-2028. Au total, de 2023-2024 à 2028-2029, le gouvernement fédéral prévoit investir 57,3 milliards de dollars dans des projets d'infrastructure à l'échelle du pays.

Habitation

- Le budget de 2024 et le Plan du Canada pour le logement présentent la stratégie audacieuse pour rendre disponible 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031.
- En ce qui concerne les locataires, de nouvelles mesures les protégeront des pratiques comme les fortes hausses de loyer et les rénovictions.
- 400 millions de dollars additionnels au Fonds pour accélérer la construction de logements.
- 500 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2024-2025, pour lancer un nouveau fonds d'acquisition de terrains publics d'autres ordres de gouvernement.
- 112,6 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, et de 4,3 millions de dollars par année par la suite, pour compléter l'Initiative des terrains fédéraux pour mettre davantage de terrains fédéraux à la disposition de prestataires de logements abordables.
- Le gouvernement envisagera d'instaurer une nouvelle taxe sur les terrains vacants en zone résidentielle. Le gouvernement lancera des consultations plus tard cette année.
- Un financement supplémentaire de 15 milliards de dollars en nouveau financement de prêts, à compter de 2025-2026, pour le Programme de prêts pour la construction d'appartements destinés à la location.

- Bâtir au Canada : le gouvernement fédéral compte tirer parti de son Programme de prêts pour la construction d'appartements de 55 milliards de dollars afin de s'associer aux efforts des provinces et des territoires pour bâtir davantage de logements locatifs dans l'ensemble du pays. Pour accéder au financement fédéral, les provinces et les territoires devront respecter les critères établis dans le cadre de BC Builds et prendre des mesures pour permettre la construction d'encore plus de logements, notamment :
 - faire des investissements pour compléter le financement fédéral;
 - utiliser des terrains publics, des terrains appartenant à des organisations à but non lucratif ou à la communauté et des terrains vacants pour y bâtir des logements;
 - tenir compte dans l'examen des projets de l'accès aux services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ainsi que de l'expansion des services de garde à but non lucratif;
 - simplifier le processus pour ramener les délais d'approbation des projets à 12 ou 18 mois maximum;
 - satisfaire aux critères du Programme de prêts pour la construction d'appartements, y compris ceux qui concernent le caractère abordable.
- 50 millions de dollars sur deux ans, selon la comptabilité de caisse, à compter de 2024-2025, afin que les agences de développement régional du Canada soutiennent les solutions locales et novatrices de logements dans l'ensemble du pays, comme la conception et l'agrandissement de maisons modulaires, l'utilisation de l'impression 3D, la construction en bois massif et la construction par panneaux.
- 11,6 millions de dollars en 2024-2025 pour appuyer l'élaboration de son catalogue de conception de logements d'un maximum de 50 modèles de maisons (p. ex., logements modulaires, maisons en rangée, quadruplex, immeubles à six logements, logements accessoires) que les provinces, les territoires et les municipalités pourraient utiliser pour simplifier et accélérer l'approbation et la construction de projets domiciliaires. La première phase du catalogue sera publiée à l'automne 2024.
- 409,6 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2025-2026, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'établissement d'un nouveau programme canadien de prêt pour la construction d'un logement accessoire, ce qui permettra aux propriétaires d'avoir accès à 40 000 \$ en prêts à faible intérêt pour ajouter des logements accessoires à leur maison. Les détails de ce programme seront annoncés dans les prochains mois.
- Déduction pour amortissement accéléré temporaire, à un taux de 10 % pour les nouveaux projets d'immeubles de logements locatifs admissibles.
- élimination de la TPS sur les nouvelles résidences étudiantes seront assouplies pour les universités, les collèges publics et les administrations scolaires à but non lucratif.
- déduction pour amortissement accéléré temporaire, à un taux de 10 % pour les nouveaux projets d'immeubles de logements locatifs admissibles.
- Autorisation d'offrir des prêts hypothécaires assortis d'une période d'amortissement de 30 ans aux personnes qui achètent une première propriété nouvellement construite.

- Fonds de lutte contre les locations à court terme, doté d’une enveloppe de 50 millions de dollars. Le gouvernement collabore actuellement avec les parties concernées pour concevoir un programme adapté aux besoins des municipalités, qui sera annoncé plus en détail dans le courant de l’année.
- 976 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, et de 24 millions de dollars par année par la suite afin de permettre à la Société canadienne d’hypothèques et de logement de lancer, par l’intermédiaire du Fonds pour le logement abordable, un nouveau volet de création rapide de logements en vue de construire des logements très abordables, y compris des maisons d’hébergement, des logements avec services de soutien et des refuges pour les plus vulnérables.
- 477,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, et 147,8 millions de dollars par année par la suite, pour lancer le nouveau Fonds canadien de protection des loyers de 1,5 milliard de dollars, qui sera administré par la Société canadienne d’hypothèques et de logement, afin de préserver le parc de logements abordables au Canada.
- un financement supplémentaire de 1,04 milliard [la version anglaise parle de \$1,3 milliard] de dollars sur quatre ans, à compter de 2024-2025, à Infrastructure Canada pour Vers un chez-soi.

Infrastructure liée au logement

- 6 milliards de dollars sur 10 ans, à compter de 2024-2025, à Infrastructure Canada pour lancer le nouveau Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement. Le fonds accélérera la construction et l’amélioration d’infrastructures d’approvisionnement en eau, de traitement des eaux usées, d’évacuation des eaux pluviales et de gestion des déchets solides essentielles au logement. Ces travaux auront une incidence directe sur la création de nouveaux logements et favoriseront la densification. Ce fonds sera composé des éléments suivants :
 - Un financement de 1 milliard de dollars directement à la disposition des municipalités pour répondre aux besoins urgents en matière d’infrastructures directement liées à l’offre de logements.
 - Un financement de 5 milliards de dollars pour des ententes avec les provinces et les territoires à l’appui des priorités à long terme. L’accès à ce financement sera réservé aux provinces et aux territoires qui s’engagent à prendre les mesures clés suivantes pour accroître l’offre de logements :
 - Légaliser davantage d’options de logement en adoptant des zonages qui permettent la construction de quadruplex de plein droit ainsi qu’un plus grand nombre d’autres types d’immeubles multiplex, y compris des duplex, des triplex, des maisons en rangée et des immeubles à logements multifamiliaux.
 - Appliquer un gel de trois ans sur l’augmentation des redevances d’aménagement à partir du 2 avril 2024 pour les municipalités dont la population est supérieure à 300 000 habitants.

- Adopter les modifications à venir du Code national du bâtiment afin d'appuyer des options de logements plus accessibles, abordables et respectueuses du climat.
 - Donner une préapprobation pour la construction de logements respectant les conceptions figurant dans le catalogue de conception de logements du gouvernement, qui sera publié bientôt.
 - Mettre en œuvre les mesures prévues dans la Charte des droits des acheteurs d'une propriété et la Charte des droits des locataires, qui seront publiées bientôt.
- Les provinces auront jusqu'au 1er janvier 2025 pour conclure une entente et les territoires, jusqu'au 1er avril 2025. Si une province ou un territoire ne conclut pas d'entente dans les délais prescrits, sa part du financement sera transférée au volet municipal. Le gouvernement fédéral collaborera avec les gouvernements territoriaux pour s'assurer que les mesures prévues dans leurs ententes répondent à leurs besoins particuliers.
 - Afin de garantir que ce financement atteint les communautés de toutes tailles et de tous les besoins, les provinces doivent consacrer au moins 20 % de leur financement fondé sur des ententes aux communautés rurales, autochtones et nordiques.

Transport en commun/Habitation

- Pour obtenir un financement prévisible à long terme par l'intermédiaire du Fonds permanent pour le transport en commun du gouvernement fédéral à venir devra prendre des mesures pour accroître directement l'offre de logements là où elle est le plus nécessaire, en venant :
 - éliminer toutes les exigences minimales obligatoires d'espaces de stationnement dans un rayon de 800 mètres d'une ligne de transport en commun à haute fréquence;
 - permettre la construction de logements à haute densité à moins de 800 mètres d'une ligne de transport en commun à haute fréquence;
 - permettre la construction de logements à haute densité à moins de 800 mètres d'établissements d'enseignement postsecondaire.
 - Mener une évaluation des besoins en logement pour toutes les communautés ayant une population de plus de 30 000 habitants.

Protection des locataires

- 15 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, pour un nouveau fonds de protection des locataires, qui fournira du financement aux organismes offrant des services juridiques et d'information aux locataires, ainsi qu'aux organismes de défense des droits des locataires afin de mieux faire connaître les droits des locataires.

Santé

- 150 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2024-2025, à Santé Canada pour un fonds de traitement d'urgence, qui sera offert aux municipalités et aux communautés autochtones afin d'offrir une intervention rapide aux besoins émergents et essentiels liés à la crise des opioïdes.

Climat

- 500 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, à Infrastructure Canada afin d'appuyer davantage de projets dans le cadre du Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs.
- 6,9 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, et 1,4 million de dollars par la suite pour le système d'alerte préventive du Service météorologique du Canada, qui permet de prévenir la population de phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier les inondations et les ondes de tempête.
- 607,9 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2024-2025, à Transports Canada comme paiement complémentaire au titre du Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission.

Communautés autochtones

- 918 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, pour permettre à Services aux Autochtones Canada et à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada d'accélérer les travaux visant à cerner les lacunes en matière de logement et d'infrastructure des Premières Nations, des Inuits et des Métis.
- 9 millions de dollars en 2023-2024 à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada pour soutenir les gouvernements autochtones directement touchés par les feux de forêt dans les Territoires du Nord-Ouest en 2023.
- 145,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, à Services aux Autochtones Canada et à Relations Couronne Autochtones et Affaires du Nord Canada pour une collaboration avec les Premières Nations en vue de mettre en place des stratégies d'atténuation structurelle visant à protéger les communautés, les maisons et les infrastructures essentielles des catastrophes liées au climat, ce qui comprend 10,4 millions de dollars pour les Premières Nations autonomes et les Premières Nations signataires de traités modernes.
- 20,9 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2024-2025, à Services aux Autochtones Canada pour soutenir la Stratégie de protection des Premières Nations contre les incendies, de 2023 à 2028, notamment en distribuant des avertisseurs de fumée et des extincteurs dans les foyers et les établissements communautaires dans les réserves et en offrant des programmes éducatifs sur la sécurité incendie.

Référence

Gouvernement du Canada. Budget 2024. [Une chance équitable pour chaque génération](#)

Gouvernement du Canada 2024. [Document d'information : Résoudre la crise du logement : Plan du Canada sur le logement](#)

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

Gouvernements PTs	Réactions
Alberta Global News	<ul style="list-style-type: none">• Alberta’s Finance Minister Nate Horner responded to the budget by saying that the federal government “poured gasoline on the inflation crisis in Canada” by overspending, overtaxing and over-regulating Canadians. Horner also said tax increases and red tape will increase costs and further add to the affordability crisis. He pointed to the proposed housing reforms, saying the regulations tied to federal housing funding will make it difficult to increase housing supply in Alberta.• “We are seeing increasing intrusion into areas of provincial jurisdiction with red tape and strings attached to any kind of funding,”• Premier Danielle Smith said she is concerned about overtaxing, overspending, over-borrowing and over-interfering in provincial affairs. “In fact, if they stopped trying to dictate to the provinces what to do, they’d probably have enough money to take care of their areas of jurisdiction”.
Saskatchewan Global News	<ul style="list-style-type: none">• Saskatchewan Premier Scott Moe commented on the release of the federal budget Tuesday afternoon at the Legislature, saying the \$39.8-billion deficit projected for 2024-25 is more than the province can handle.• “It’s more than we are willing to bear and it’s very unfortunate that this is a government that won’t even try,” Moe said.• He said the Saskatchewan Party asked the federal government to deliver two things in the 2024-25 budget; more funding towards municipal infrastructure and for the carbon price to be removed.• “We see that actually increase,” Moe said. “A swing and a miss on both of those fronts I would say.” He suggested the money be moved from the housing funding portions of the budget and return it to municipal infrastructure funding. “A house being built without water or sewer services is not that valuable to a municipality,” he said.
Manitoba Winnipeg Free Press	<ul style="list-style-type: none">• Manitoba Finance Minister Adrien Sala said the province sees an opportunity to combine provincial and federal budget promises to help Manitobans access affordable housing. Sala applauded new clean energy tax credits, which will be available to Crown corporations, as the benefits will keep costs low for Manitobans. “By allowing us to meet our energy needs in a way that will minimize the costs associated with new generation... that will help us to deliver lower rates,” he said. However, the budget missed the mark on infrastructure funding.

<p>Ontario</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Peter Bethlenfalvy, Ontario’s Minister of Finance – “We were glad to see that the budget responded to Ontario’s call for more housing-enabling infrastructure funding to support getting more homes built. We look forward to working with our federal partners and municipalities to ensure that this funding supports our shared goal of building homes for people to own that also reflects unique needs of local municipalities. • However, we are disappointed by the lack of dedicated funding to expand two-way, all-day GO train service to Milton. Our government recently announced the largest expansion of GO train service in more than a decade and we urge the federal government to work with us to help commuters in Ontario get where they need to go faster. Our government is ready to invest. • We are encouraged that the budget recognized the importance of Canada’s end-to-end electric vehicle battery supply chain and the benefits it will bring to remote, Northern and Indigenous communities, including through the new electric vehicle supply chain investment tax credit. We urge the federal government to help fully realize the potential of the billions of dollars in investment we have attracted to the electric vehicle and battery sectors by matching the more than \$1 billion Ontario has dedicated to build all-season roads to the Ring of Fire region and by working with us to eliminate duplicative reviews and processes that are slowing down this nationally significant project, as we have recently done in the case of Highway 413.”
<p>Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le ministre québécois des Finances, Eric Girard, est resté sur sa faim à propos du budget fédéral déposé mardi, qu’il juge dépensier, mais trop peu généreux pour le Québec sur plusieurs plans. • Selon lui, il s’agit d’un budget dépensier, ce qui est une « erreur » dans le contexte actuel, où on espère une baisse des taux d’intérêt. • Et malgré ces nombreuses dépenses, dit-il, le Québec n’obtient pas assez, notamment pour le transport en commun et les demandeurs d’asile. • Sur l’enjeu primordial du logement, selon lui, les sommes ne sont pas assez importantes « pour faire une différence ».
<p>Nouveau-Brunswick CBC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • New Brunswick Premier Blaine Higgs attacked federal spending plans on Tuesday, alleging they were out of control and unlikely to get results. "This government is obsessed with spending taxpayer dollars in the name of improving the working conditions and the affordability for all Canadians," Higgs said to reporters after the federal budget was introduced in the House of Commons. "It absolutely has not worked. It will not work and every Canadian is seen failing it." • When asked about federal housing money, Higgs said announcements about funding were merely headlines and would not actually help create housing. • Higgs also complained that Ottawa was forcing more programs into provincial jurisdiction, citing funding for daycares that does not have a long-term outlook and a health-care system "that needs more and

	<p>more all the time." "So again, in dumping things into the provincial jurisdiction without thought, without any sort of real understanding and expecting the province just to take it."</p>
<p>Nouvelle-Écosse CBC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Nova Scotia government's initial response to the federal budget introduced Tuesday in Ottawa was almost entirely positive, but the province's finance minister said officials in his department would need more time to study the Trudeau government's plans in detail. • "We're optimistic the investments they spoke about today will bear fruit in our province," Allan MacMaster told reporters Tuesday evening. "A renewed infrastructure fund — that is something we can make use of in the province." MacMaster said many municipalities across the province need to grow, and money set out in the budget could help them do just that. • "They need that funding to help grow the infrastructure to increase housing in their local areas, so we're happy to see that," said MacMaster, who added he was anxious to see how federal funds would dovetail with the plans he laid out in his spring budget.
<p>Île-du-Prince-Édouard CBC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Provincial Finance Minister Jill Burridge, while welcoming the funding, also expressed concern about a lack of skilled labour to build new housing. • In advance of the budget, there had been some hope from the provinces of news of new funding for workforce training programs. • "A lot of the provinces were looking for... a labour market transfer agreement top-up that we had in play. That's not there. So, a little bit disappointed in that," said Burridge. • "People and labour is what's underpinning a lot of the challenges that are before us." • Burridge is also looking for more details on how federal infrastructure funding will work. • The focus of infrastructure funding will work for larger communities, she said, but the Island's rural municipalities may find themselves left out. • "We were hoping for more flexibility," said Burridge. "It's very much centred around water — wastewater, storm water — which we need, but how does a Belfast see benefit out of that?"
<p>Yukon</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « L'abordabilité demeurant une préoccupation majeure pour la population du Yukon et de l'ensemble du Canada, nous nous réjouissons à l'idée que le gouvernement du Canada accorde la priorité au logement dans ce budget. • Nous soulignons également l'engagement du gouvernement du Canada à créer une charte canadienne des locataires, qui s'harmonise avec les efforts de réforme de la <i>Loi sur les rapports entre locateurs et locataires en matière résidentielle</i> de notre gouvernement, et nous veillerons à faire entendre la voix du Yukon lors de l'élaboration de ces principes. • Nous soulignons également l'engagement du gouvernement du Canada à créer une charte canadienne des locataires, qui

	<p>s'harmonise avec les efforts de réforme de la <i>Loi sur les rapports entre locateurs et locataires en matière résidentielle</i> de notre gouvernement, et nous veillerons à faire entendre la voix du Yukon lors de l'élaboration de ces principes.</p> <ul style="list-style-type: none"> « Les investissements dans le logement et les infrastructures qui le favorisent sont les bienvenus, mais l'absence d'un programme général d'infrastructures communautaires est préoccupante.
Territoires du Nord-Ouest	<ul style="list-style-type: none"> « J'ai appris avec plaisir l'annonce du gouvernement fédéral quant aux investissements dans la sécurité de l'Arctique. Protéger l'Arctique, c'est s'assurer que même les collectivités les plus éloignées et les plus au nord du Canada disposent d'infrastructures solides pour répondre aux besoins en matière d'intervention d'urgence, de transport et de communication. « Des logements accessibles et abordables en nombre suffisant sont essentiels pour bâtir des collectivités sûres. Aux TNO, nous devons travailler ensemble pour y arriver, et nous sommes confiants quant aux annonces relatives au Fonds pour accélérer la construction de logements du Canada. Nous avons hâte de travailler avec les gouvernements autochtones et le gouvernement du Canada pour améliorer les possibilités de logement pour les résidents des TNO.

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	<ul style="list-style-type: none"> La Fédération canadienne des municipalités (FCM) accueille favorablement le budget 2024 et la priorité accordée à la résolution des crises du logement et de l'itinérance. Elle salue le pas en avant prometteur que constituent ces investissements en infrastructure. Cependant, il faudra en faire davantage dans le long terme pour faire face à la croissance de la population. Les municipalités vont accroître leurs démarches afin qu'une discussion intergouvernementale soit tenue à propos d'un nouveau modèle de financement pour les gouvernements de proximité qui améliorera la vie des Canadiennes et des Canadiens de manière concrète. « <i>La FCM a été entendue par Ottawa après avoir répété à maintes reprises que pour tout logement construit, il doit y avoir un investissement équivalent dans les infrastructures. Nous comptons travailler avec le gouvernement fédéral sur les détails de ces nouveaux financements. Nous allons œuvrer afin d'obtenir des résultats pour nos résidentes et nos résidents avec ces investissements immédiats. La FCM va poursuivre ses efforts en vue d'améliorer notre modèle de financement à long terme</i> », a déclaré le président de la FCM, Scott Pearce.
Association of Manitoba Municipalities	<ul style="list-style-type: none"> “(The AMM) welcomes the new \$6-billion Canada Housing Infrastructure Fund, which includes \$1 billion available directly to

Winnipeg Free Press	<p>municipalities to support urgent infrastructure needs that will directly enable housing supply,” Blight said in a statement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • “Furthermore, as Manitoba municipalities grapple with a billion-dollar water and wastewater deficit, we appreciate the federal government’s commitment to funding essential infrastructure... to continue growing our communities.” • Kam Blight (AMM President) said the budget falls short of addressing escalating crime rates and public-safety challenges.
Union des municipalités du Québec (UMQ)	<ul style="list-style-type: none"> • « Nous déplorons que plusieurs mesures présentées par le gouvernement fédéral empiètent dans les champs de compétences municipaux. Que ce soit en matière de transport, d’habitation et d’infrastructures, l’ajout de condition ralentit le déploiement des mesures et ne prend pas en compte les réalités locales. Par exemple, l’attente pour le renouvellement de la TECQ nuit à la réalisation de projets d’infrastructures. Il est grand temps que le gouvernement fédéral renonce à l’ajout de nouvelles conditions et qu’il s’entende avec le gouvernement du Québec. »
Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none"> • L’Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) accueille le budget fédéral de 2024 avec un enthousiasme nuancé. L’AFMNB reconnaît la volonté du gouvernement fédéral d’aborder des problèmes nationaux critiques, tels que la crise du logement et les changements climatiques, mais exprime également ses préoccupations quant au manque de précisions pour évaluer les impacts directs de ces initiatives sur les municipalités du Nouveau-Brunswick. • Les annonces récentes en lien avec la création de nouveaux logements sont accueillies favorablement. • L’AFMNB espérait trouver dans le budget des mentions plus importantes de l’immigration francophone à la suite de l’annonce, le mois dernier, de nouveaux programmes pilotes d’immigration dans les communautés rurales et francophones, dans le cadre de la Politique d’immigration francophone.
Union of British Columbia Municipalities (UBCM)	<ul style="list-style-type: none"> • While many details on plan elements are still to come, the new federal housing plan is significant in its scope and the scale of investment. The plan broadly addresses the core components of UBCM’s Housing Strategy, with a strong focus on rental housing and homelessness, and shows a recognition of the important federal role in the funding and delivery of housing. • A primary concern is the condition for a three-year freeze on increasing development charges in order to access \$5 billion in infrastructure funding for provinces and territories (that would apply to communities larger than 300,000 people). The plan similarly refers to a variety of commitments that could be made by provinces, territories, and local governments, including “limiting increases to development charges and restricting their usage to growth related costs,” and the waiving of planning application fees and development charges for affordable housing projects.

Municipalités

Municipalités	Réactions
Edmonton Global News	<ul style="list-style-type: none"> Edmonton Mayor Amarjeet Sohi said that the 2024 federal budget reflects the priorities that Edmontonians have asked the city to focus on. Sohi said this includes funding for public safety, housing support and economic development. "I am hopeful the federal budget can provide resources to support Edmonton's growing population, and these resources can flow to Edmonton without undue delay."
Calgary Global News	<ul style="list-style-type: none"> Calgary Mayor Jyoti Gondek told reporters on Tuesday that the budget seems to be focused on housing and the federal government is seemingly investing in infrastructure that is needed to grow existing communities. However, she is disappointed that there is no mention of a permanent solution to how the federal government funds municipalities, which was a big ask from Calgary. "I would really like to see some sort (of) process where provinces and municipalities can be engaged with the federal government to find a permanent funding solution," Gondek said. The Calgary mayor said she is pleased that the federal government is unlocking five federal parcels of land to be leased to housing providers. That includes Currie, a southwest community in Calgary, and an estimated 100 homes will be built in that area.
Saskatoon Globe News	<ul style="list-style-type: none"> Saskatoon Mayor Charlie Clark said the \$6-billion housing and infrastructure program promised for the city is a welcome initiative. "There will be infrastructure dollars that will be going to help the need for housing but also the infrastructure around housing," Clark said, saying that the city is working hard to increase high-density housing in Saskatoon's main corridors. He added he has concerns around the conditions attached to the dollars including agreements that must be made between the province and federal government to unlock the funds. Clark also said some of the funds should be connected to recreational facilities and other buildings in downtown Saskatoon to support the area's revitalization.
Toronto CP24	<ul style="list-style-type: none"> Toronto Mayor Olivia Chow welcomed the federal government's housing-focused budget but was disappointed that there was no money for the TTC Line 2's subway cars. "There's quite a lot in here," Chow said about the budget at a press conference on Tuesday. "Which means, for Torontonians, we can start building housing -- and some percentage of it will be affordable." "What's encouraging is addressing homelessness [and] encampments," Chow said. "Topping up the housing accelerated funds, we already received quite a bit of that, close to half a billion. The new Canada housing fund is about 13 million, and so they are different programs, making

	<p>it easier to own or rent a home [...] they are looking at building skills workers, trying to train skills workers because we need them, there's a housing affordable fund coming in which is about 100 million."</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chow said she will continue to negotiate with Ottawa to find funding for the subway cars. "Feds are perhaps looking to repurpose the infrastructure funds, because there's \$20 billion for Ontario in 2024-25, so perhaps some of it can be reallocated. I don't know. That requires some negotiation, and perhaps they are looking at other sources of funding," she said.
<p>Ontario's Big City Mayors</p>	<ul style="list-style-type: none"> • "We applaud the federal government for their commitment in today's budget to invest billions of dollars to get more homes built across Canada. They have listened to municipalities and understand how important investments in critical infrastructure are, so we can do our part to enable shovels in the ground faster in our communities," said Marianne Meed Ward, Mayor of Burlington and Chair of Ontario's Big City Mayors. "Ontario's Big City Mayors are committed to working with all levels of government on our key priorities: housing and housing enabling infrastructure, a new financial deal for municipalities and the mental health, addictions and homelessness crisis. When we work together we can do great things and build safe, affordable and thriving communities for years to come."
<p>Big City Caucus</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Mayor of Halifax Regional Municipality and Chair of Big City Mayors' Caucus Mike Savage intends to build on this success and continue the efforts to adapt the municipal funding model to the realities of the 21st century. • "We are undergoing tremendous growth and are excited about the future. The investments in Budget 2024 will help narrow an immediate funding gap in the municipal infrastructure required to improve the quality of life in communities, though a serious gap remains. Municipalities are hubs for critical services and infrastructure: receiving 8 to 12 cents for every tax dollar just isn't cutting it. We need new funding tools so that we can continue supporting necessary growth," said Mayor Savage. • The Mayor of Halifax Regional Municipality also noted that missing from this budget are additional investments in the Disaster Mitigation and Adaptation Fund which helps municipalities protect Canadians severely impacted by the rising effects of climate changes.
<p>Kitchener</p>	<ul style="list-style-type: none"> • "Today's budget is making significant investments in Canadians and the cities and communities we live in, striking a balance between affordability measures important to our residents while also investing in infrastructure that is critical to meeting our mutual housing goals," said Kitchener Mayor Berry Urbanovic." • "As a municipal partner, Kitchener is already moving in this direction by exploring opportunities to use community lands for housing purposes," added Mayor Urbanovic. "We are grateful that through this federal initiative and the Housing Accelerator Fund, Kitchener

	<p>will have further opportunities to leverage this approach to get more of the housing built that our community needs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • “It is critical, now more than ever, to invest in our fast-growing community and in the process, ensure that nobody is left behind,” said Mayor Vrbancovic. “Investments such as those above, together with commitments to solving our housing crisis like we have seen with \$42.4 million in funding through the Housing Accelerator Funding(HAF), as well as Rapid Housing Initiative (RHI) funding made available through our partners for Kitchener projects, like the two, YW Kitchener-Waterloo Block Line projects and the Working Centre’s 97 Victoria Street Making Home project, will make a real difference in getting more housing built.”
<p>Winnipeg Winnipeg Free Press</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Winnipeg Mayor Scott Gillingham said in a statement while he’s pleased to see a focus on housing, he remains disappointed there’s been no movement toward a permanent funding model among the federal, provincial and municipal governments so dollars can be better accessed for projects such as the upgrades promised for the North End Water Pollution Control Centre. • “I have asked the federal government before that they permit some flexibility when it comes to funding so that any new envelope of funding that they would roll out could be used to stack on previous funding granted,” he said. “That’s something all cities need.”
<p>Kitchener-Waterloo CBC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Investments in housing, homelessness and artificial intelligence announced in Tuesday's federal budget are being applauded by politicians and business leaders in Waterloo region. • Waterloo Mayor Dorothy McCabe said she thought the budget showed the federal government is "fully back with both feet in" when it comes to housing.

Organisations

Organisations	Réactions
<p>Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • “The feds are acting boldly on housing while the provinces dither on—if not outright oppose—much-needed action,” says David Macdonald, a senior economist with the Canadian Centre for Policy Alternatives. “Unfortunately, the major payoffs of these measures won’t be for two to three years, well after the next election, but at least there’s movement forward.” • Ricardo Tranjan, political economist at the CCPA Ontario office, agrees. “This government has done more for housing than previous, more recent federal governments, and its current level of resolve outpaces that of most provincial governments.” “The new fund is a good start,” Tranjan says, “but it needs to roll out of the door fast and be an ongoing program, not a one-off.” • For Macdonald, this budget should be understood as one in which “federal action is finally beginning to match the scale of the housing

	<p>crisis.” However, he says, the types of new funding announced in this budget won’t pay off for years. And they still don’t speak to two big blocks to ensure more affordable housing. “The truth is that there are two things that will bring down housing costs fast—lower interest rates and rent controls,” Macdonald says. “The Bank of Canada controls one and no one wants to broach the other, so the closest we’ll come will be a relatively limited program for non-market housing construction.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Macdonald warns that non-marketing housing still isn’t getting its due. “By contrast, the Construction Loans Program for private developers just got 10 times more money from the feds, even though it has only managed to get half of its previous government money to build more housing out the door.”
<p>Canadian Urban Transit Association / Association Canadienne de Transport Urbain</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement fédéral a manqué une occasion d’appuyer les communautés canadiennes et d’améliorer l’abordabilité dans le budget 2024. • Le gouvernement fédéral attendra jusqu’en 2026 pour le lancement du très attendu Fonds permanent pour le transport en commun. L’ACTU a exhorté le gouvernement à inclure une composante du Fonds dans le budget 2024 et de permettre l’ouverture des demandes et des engagements financiers en 2024 pour le reste du Fonds. • Le financement de la sécurité et la sûreté en transport collectif était également absent du budget.
<p>Fédération Canadienne de l’entreprise indépendante (FCEI)</p> <p>CJWW Radio</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Canadian Federation of Independent Business is pleased to see that small and medium sized businesses will be receiving \$2.5 billion in carbon tax rebates that were promised back in 2019. Previous to the budget reveal, the CFIB had called for this measure to be implemented as a form of relief for small firms feeling the pinch. • Dan Kelly, CFIB president, says the big surprise for small business in the budget was a series of changes to capital gains taxation. The budget proposes to increase the taxable portion of capital gains above \$250,000 from half to two-thirds. They say this will only affect 0.1% of • Kelly says what worries him “the most about the capital gains changes is the potential to demotivate Canadians from getting into business in the first place or working hard to grow a small business to a medium-sized business.”
<p>Canadian Alliance to End Homelessness</p>	<ul style="list-style-type: none"> • “The measures introduced today, if implemented, will alleviate the housing crisis and lead to reductions in homelessness,” said Tim Richter, President and CEO of the Canadian Alliance to End Homelessness. “But it will take time to deliver all this housing and I worry about those Canadians who are struggling to pay their rent today and may find themselves homeless tomorrow.”
<p>Canadian Housing and Renewal Association</p>	<ul style="list-style-type: none"> • We applaud the government for including the measures for which CHRA and our members have tirelessly advocated – they are an excellent step towards solving Canada’s housing challenges. We simultaneously emphasize the importance of the federal government

	<p>continuing to work in partnership with the community housing sector to roll out these measures and build our collective momentum to end Canada’s housing supply shortfalls.</p> <ul style="list-style-type: none"> • While CHRA is pleased with the housing measures included in the new housing plan, we emphasize the importance that the federal government must place on ensuring continuous investment in housing for Indigenous peoples living in urban, rural, and northern areas beyond the \$4.3 billion invested in Budgets 2022 and 2023. It is imperative that the federal government provide additional investment in this area on an ongoing basis.
<p>Le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) se réjouit que le logement soit enfin la priorité d’un budget, celui déposé par la ministre fédérale des Finances Chrystia Freeland. Selon le regroupement de défense du droit au logement, le budget amorce un nécessaire virage dans l’affectation des fonds publics réservés au logement avec une certaine reconnaissance de l’importance de réserver des fonds pour le secteur sans but lucratif et les populations les plus vulnérables. • Le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) se réjouit que le logement soit enfin la priorité d’un budget, celui déposé par la ministre fédérale des Finances Chrystia Freeland. Selon le regroupement de défense du droit au logement, le budget amorce un nécessaire virage dans l’affectation des fonds publics réservés au logement avec une certaine reconnaissance de l’importance de réserver des fonds pour le secteur sans but lucratif et les populations les plus vulnérables.
<p>Chambre de commerce du Canada BNN Bloomberg</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Today’s budget contains few surprises. Most of the major new spending was announced by the government over the last few weeks, and the government’s projections for the deficit are largely in line with previous predictions. Instead of using a revenue windfall to reduce the deficit more quickly, the government chose to use it along with changes to the capital gains tax, to fund this new spending. • What’s still missing is a clear plan to promote productivity and restore economic growth in Canada. Canada continues to slip further behind our competitors in both of these categories. • Our lagging productivity and stalled GDP growth means Canadians are becoming collectively poorer and working harder to just remain where they are today. Among the positive announcements in today’s Budget, we’re happy to see a focus on streamlining internal trade. Strengthening our internal trade could elevate GDP growth by up to 8% and fortify Canada’s economic foundation. It shouldn’t be easier to trade with Europe than it is within our own country. • Perrin Beatty, President and CEO, Canadian Chamber of Commerce
<p>Public Service Alliance of Canada</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Alors que le coût de la vie est de plus en plus prohibitif, l’Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) se réjouit que le

	<p>gouvernement fédéral prévoit d’alléger le fardeau des personnes qui en souffrent le plus, en investissant massivement dans le logement, l’enseignement postsecondaire et le programme national pour l’alimentation dans les écoles, des mesures qui profiteront particulièrement aux jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L’AFPC s’inquiète notamment du projet de supprimer par attrition 5 000 emplois de la fonction publique fédérale. Lorsque les compressions de 15 milliards de dollars ont été annoncées l’an dernier, la présidente du Conseil du Trésor, Anita Anand, avait pourtant promis qu’on ne demanderait pas aux travailleurs et travailleuses de faire plus avec moins et qu’il n’y aurait pas de pertes d’emploi.
<p>Canadian Taxpayers Federation CJWW Radio</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Franco Terrazzano and the CTF are denouncing the federal government for hiking taxes, increasing spending and allowing debt interest charges to take up \$54 billion of the 2024-25 budget. Terrazzano says debt interest charges are costing taxpayers more than a billion dollars every week. He adds that large deficits mean interest charges will cost taxpayers more than the federal government will send to the provinces in health transfers this year.
<p>Canadian Climate Institute</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rick Smith, President of the Canadian Climate Institute - “This budget commits the federal government to implement a low-cost national flood insurance program within the next 12 months and invests \$175 million over five years in First Nations emergency preparedness for wildfires and other climate disasters. These commitments will boost capacity to address acute climate-related threats to communities across the country. • “Yet helping communities prepare for escalating climate damages requires sustained focus and investment. Unfortunately, this budget continues a trend of under-investing in crucial preventative measures, such as delivering on federal responsibilities under the National Adaptation Strategy. And despite the significant funding committed to addressing Canada’s housing crisis, this budget misses an opportunity to ensure new homes are built to be more resilient to climate hazards, which will drive up the costs of home ownership over time as climate-fuelled disasters escalate.”
<p>Fraser Institute</p>	<ul style="list-style-type: none"> • In advance of the Trudeau government’s 2024 budget released on Tuesday, many called for the government to finally address Canada’s stagnant economic growth. But despite the growing consensus that this issue represents a national crisis, the Trudeau government simply continued with the same approach that helped get us to this point in the first place. • Canada’s GDP growth in recent years has been driven almost entirely by the labour supply, as the country has experienced historically high population growth. However, although GDP in aggregate has been growing, GDP per person (a common indicator of living standards) has been declining at an alarming rate. Since the second quarter of 2022 (when it peaked post-COVID), inflation-adjusted GDP per person has fallen from \$60,178 to \$58,111 in the fourth

	<p>quarter of 2023—and has declined during five of those six quarters, and now sits below where it was at the end of 2014.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Labour productivity, which is the amount of output (GDP) produced per hour worked, has seen a similar decline. • The consequence of both declining GDP per person and lower productivity, as Carolyn Rogers warned, is a lower standard of living for Canadians. To reverse this crisis, the Trudeau government must address the cause of Canada’s weak economic growth—a severe lack of business investment.
--	---

Médias

Médias	Réactions
<p>La Presse (1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y avait de tout pour tous les goûts, mais en particulier pour les milléniaux – la cohorte la plus nombreuse de la population canadienne depuis 2023 – et pour leurs benjamins de la génération Z dont une bonne partie est désormais en âge de voter. • Ottawa pile allègrement dans les champs de compétence des provinces, faisant probablement le pari que les électeurs qui veulent des résultats lui pardonneront cette intrusion, alors que certains gouvernements provinciaux se traînent les pieds. • Si personne ne se réjouit d’une augmentation d’impôt, la méthode choisie est quand même bien ficelée. Mais on aurait préféré davantage de discipline. Moins de gaspillage à la ArriveCAN, plus de retenues dans la bureaucratie. • Depuis que les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, les dépenses du gouvernement ont grimpé de 14,1 % du PIB à 17,5 %. Et la fonction publique a gonflé de 100 000 employés, quoique le fédéral s’engage maintenant à réduire son effectif de 5000 travailleurs. • Aujourd’hui, ce sont les plus riches qui paient pour l’interventionnisme sans cesse grandissant d’Ottawa.
<p>La Presse (2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ne cherchez pas les grosses compressions de dépenses. La ministre prévoit réduire la fonction publique, certes, mais ce sera seulement à partir de l’an prochain, et encore, d’un maigre 1,4 % sur quatre ans, par attrition. Cette année, son niveau de dépenses atteint 17,9 % du PIB, un sommet inégalé depuis 28 ans, exclusion faite des deux années pandémiques. • Le budget ajoute 11,6 milliards de nouvelles dépenses à l’année courante (2024-2025). Il y a de l’argent pour les autochtones (3,0 milliards), pour le logement (1,6 milliard), pour les prêts et bourses aux étudiants (1,1 milliard), pour stimuler la productivité (1,1 milliard) et pour subventionner les véhicules électriques (0,6 milliard), entre autres.

	<ul style="list-style-type: none"> • Hors de contrôle, les finances d'Ottawa ? Pas si l'on se fie aux cibles précises fixées l'automne dernier, lors de l'énoncé économique, et que réclamaient la plupart des experts. • Selon cet ancrage budgétaire, le déficit de l'année qui s'est terminée le 31 mars 2024 ne devait pas dépasser 40,1 milliards. Et par la suite, le déficit exprimé en pourcentage du PIB devait reculer jusqu'à tomber sous la barre de 1 % du PIB en 2026-2027, dans deux ans. • Or, les chiffres présentés mardi laissent croire que ces cibles seront atteintes. D'abord, le déficit de 2023-2024 est de 40 milliards (1,4 % du PIB), un cheveu sous les 40,1 milliards maximum promis.
<p>Le Devoir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les superlatifs ne manquent pas : buffet ouvert, de tout pour tous les goûts, plateforme électorale, oeuvre d'un « pompier pyromane »... Ce budget n'inspire pas, en dépit de ses promesses « transformatrices » pour améliorer le sort des jeunes Canadiens, nouvelle source de préoccupation des libéraux après la proverbiale classe moyenne des cycles budgétaires précédents. • Les libéraux démontrent encore une fois qu'ils n'ont aucun intérêt ni plan pour retrouver un jour l'équilibre budgétaire. Le ratio de la dette par rapport au PIB, qui sera de 41,9 %, la comparaison avantageuse du Canada par rapport aux autres pays du G7 et la cote de crédit enviable du Canada (AAA) suffisent à transformer cet enjeu de responsabilité fiscale en un débat abscons pour économistes en mal d'attention. • À 54 milliards de dollars, le service de la dette équivaut maintenant à la totalité des sommes perçues en TPS dans une année. • En l'absence d'une stratégie pour reprendre la mainmise sur les finances publiques, il devient de plus en plus difficile d'accepter ces explications avec sérénité d'esprit. • À tant dépenser, c'est à se demander ce qu'il restera à promettre pour les libéraux lors de la prochaine campagne, sinon que des illusions ou des lendemains qui déchantent.
<p>Le Journal de Québec/Montréal (1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ce budget cible trois principaux segments d'électeurs. <ol style="list-style-type: none"> 1) Happés par la crise de l'habitation, les jeunes adultes séduits par Pierre Poilievre ont droit entre autres à plusieurs milliards d'investissements pour la construction de nouvelles unités et une meilleure protection des locataires. 2) Les électeurs néo-démocrates y trouvent une panoplie de mesures progressistes inspirées du NPD, dont une hausse justifiée de l'impôt sur les gains en capital pour les mieux nantis. 3) Les électeurs libéraux fatigués de Justin Trudeau, mais craintifs d'un Pierre Poilievre nettement trop à droite sur l'échiquier idéologique. • Frôlant les 40 milliards \$, sauf pour les apôtres du déficit zéro à tout prix, même le déficit est raisonnable. • Électorale, le budget Freeland, avec son florilège d'investissements de nature plus sociale, est ouvertement interventionniste.

	<ul style="list-style-type: none"> • Bref, sur le plan politique, l'effet de contraste avec les conservateurs de Pierre Poilievre est non seulement frappant, il est bien réel. • Même si le budget empiète sur quelques juridictions provinciales, son plus grand test sera celui de l'habitation. La vraie crise, la plus dure, est celle-là.
Le Journal de Québec/Montréal (2)	<ul style="list-style-type: none"> • La dette du Canada avait doublé depuis l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau. Oui, autant de dettes accumulées en huit ans que dans le siècle et demi précédent. Ça, c'était le portrait avant le budget d'hier. Et on continue à emprunter à un rythme effréné. • Le déficit annoncé hier s'inscrit dans la foulée de l'approche Trudeau. Il faut s'endetter pour «investir» pour notre population. La comptabilité créative a permis de ne pas dépasser les 40 milliards prévus. Mais les paiements d'intérêts sur la dette, à 54 milliards par an, nous font constater le prix des déficits à répétition. L'argent de toute la TPS y passe
The Toronto Star (1)	<ul style="list-style-type: none"> • Tuesday's federal budget is an attempt by the Liberals to tackle two problems. • The first is the cost-of-living strains felt by many Canadians, from grocery bills to rent to out-of-reach home prices. And in tackling that crisis, Liberals are hoping to tackle the other problem — their sagging popularity. • As we've written, it's vital that Ottawa is more engaged on the housing file. For social and affordable housing especially, the federal government has the deepest pocket. • The budget focus speaks to a government that is mindful of the calendar – and its place in the polls. • In 2015, Trudeau stressed helping the middle class but now focused on a demographic of younger Canadians. Will the strategy deliver electoral success? That depends on whether Millennial and Gen Z voters see the Liberals as the problem or the solution.
The Toronto Star (2)	<ul style="list-style-type: none"> • No matter who one wants to win the next election, there is a sense that this current government is winding down to some kind of conclusion. It is impossible to view this eighth budget from Trudeau's government through any other lens. Granted, this may not be the last budget before a 2025 election, but it begs the question: what, if anything, will last?
The Globe and Mail (1)	<ul style="list-style-type: none"> • Ms. Freeland's recounting of the budget's basic bargain was pretty much that simple: "The new revenues will make life cost less for millions of Canadians, particularly millennials and Gen Z," she told reporters in a news conference. • Someone has to pay and that's going to be the people no one feels sympathy for: investors and corporations making a lot of money off capital gains on their assets. It will add up to a useful chunk of change – including an expected bump of \$6.5-billion in 2024 driven largely by investors selling assets in the next two months, before the stiffer tax treatment takes effect in June.

	<ul style="list-style-type: none"> • In political terms, these tax revenues are cost-free money for a government that believes there's always a need for more government. • But the tax hikes are a signal that discourages the private investment Canada is struggling to attract. They clash with government's pledge to encourage economic growth and productivity, which, according to Ms. Freeland's own budget, are key to creating future prosperity for Canadians – and for the millennials and Gen Zers that the Liberals are trying to woo.
The Globe and Mail (2)	<ul style="list-style-type: none"> • For nearly a decade, the Liberals have been a borrow-and-spend government, going so far as to preach the absolute virtue of debt financing. • But the party of borrow and spend is no more, with the government venturing in the 2024 budget that "it would be irresponsible and unfair to pass on more debt to the next generations." • Unfortunately for Canadians, the upshot of that thought is not a move to restrain federal spending in order to limit the rise in debt. • Instead, Ottawa's spending spree will continue – but will now be financed with hefty new taxes, totalling \$21.9-billion over five years.
The National Post (1)	<ul style="list-style-type: none"> • David Dodge hazarded a guess on Monday night that the 2024 budget was "likely to be the worst budget since the MacEachen budget of 1982."
The National Post (2)	<ul style="list-style-type: none"> • This, remember, is a government that has run deficits every year since it was elected in 2015 and doubled the national debt in the process. • It's a bit late — now that Ottawa spends more on interest payments than it does on health care — to claim to be squeamish about intergenerational fairness. • It smacks of "hero syndrome," like the firefighter who commits arson or the cop who "discovers" a bomb that he planted himself. • The Conservatives successfully mobilized opposition by saying convenience-store owners and farmers were being branded "tax cheats." The Liberals were forced to backtrack, eventually offering a small business corporate tax cut that cost more than the \$3 billion they were trying to raise in the first place. • A pre-budget report by Scotiabank economist Rebekah Young noted that corporate taxes have doubled in real terms over the past decade. In that same period, real GDP has grown by just 17 per cent, while program spending and the public sector have increased by 40 per cent. Spending on Indigenous programs has risen by 181 per cent since 2015 to over \$30 billion a year, according to the budget.

MUNISCOPE

789 Don Mills Road, Suite 704
Toronto, ON M3C 1T5
muniscope.ca

